

COMMUNIQUE DE PRESSE

Soins dentaires low-cost : les professionnels restent vigilants

Suite à l'annonce par la Ministre de la Santé, Marisol Touraine, de la mise en place d'une nouvelle aide financière à destination des quelque 2 200 patients victimes dans l'affaire Dentexia, l'URPS des Chirurgiens Dentistes Auvergne-Rhône-Alpes (URPS CD-ARA) se félicite de la reconnaissance par l'Etat de sa responsabilité dans les dérives mercantiles des officines low cost.

Depuis quatre ans, l'URPS CD ARA n'a en effet cessé d'alerter l'Ordre des Chirurgiens Dentistes ainsi que les Agences régionales de santé (ARS) à ce sujet.

Nous rappelons que la qualité des soins a un coût et que ceux-ci ne sauraient être dispensés que par des professionnels rigoureux, dans le respect des règles de déontologie ainsi que dans le cadre de l'indispensable relation de confiance entre le patient et son praticien.

L'URPS souligne cependant qu'il ne saurait en aucun cas être imposé aux confrères de pratiquer des tarifs à la baisse à l'égard des patients victimes de ces officines. Elle rappelle que ces dérives sont avant tout imputables à la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) et qu'il revient en ce domaine à chacun de prendre ses responsabilités.

L'URPS CD ARA appelle donc de ses vœux une modification de la loi HPST de nature à mettre définitivement un terme aux atteintes portées aux patients dont les choix ne sauraient être guidés que par des tarifs faussement attractifs supportés par la solidarité nationale.

Marc BARTHELEMY

Président de l'URPS des Chirurgiens Dentistes
De la Région Auvergne Rhône-Alpes

info@urps-cd-ara.fr